

*Le mouvement social algérien du 22 février  
2019 : profondeur et puissance au cœur de  
l'espace public*

**Mohamed Mebtoul<sup>1</sup>**

*Professeur de sociologie l'Université Mohamed  
Benahmed Oran 2*

L'article se propose de lire de l'intérieur le mouvement social algérien, en partant d'observations et d'entretiens menés auprès des manifestants. Il tente de montrer la profondeur et la puissance du mouvement social. Il analyse la centralité politique de l'action collective ancrée dans la société, en s'appuyant sur le travail d'inventivité des jeunes qui accèdent à la production d'un patrimoine politique composé de slogans et de mots d'ordre qui montrent leur désir de liberté, de dignité et de citoyenneté scandé au cœur de l'espace public. Celui-ci recouvre des enjeux politiques majeurs qui se cristallisent dans le mouvement des corps et la reprise collective des slogans et des chansons critiques qui déconstruisent de façon originale et concrète le fonctionnement du système politique à l'origine des multiples injustices et humiliations de la population.

L'article tente de décrire et d'analyser le mouvement social algérien, en montrant sa puissance et sa force dans l'espace public réapproprié et réinventé collectivement par les manifestants. Ce couple réappropriation-réinvention de nouveaux mots d'ordre et de slogans objectivés dans des pancartes ou repris collectivement par les marcheurs dans l'espace public, nous permet de caractériser le mouvement social algérien comme une pluralité d'actions collectives construites politiquement par des groupes sociaux diversifiés, surreprésentés par les jeunes. Sa massification est attestée par le nombre important de manifestants qui s'insurgent de façon pacifique dans la majorité des villes en Algérie. De par son profondeur et sa durée, le mouvement social est inédit dans l'histoire politique algérienne. La rupture est significative avec une dynamique sociopolitique éphémère, se limitant à des cris de colère sans lendemain... Sa puissance peut aussi se

---

**1** Mohamed Mebtoul est fondateur de l'anthropologie de la santé en Algérie. Professeur de sociologie à l'Université Oran 2, chercheur associé au sein de l'Unité de recherche en Sciences Sociales et Santé, actuellement en retraite, son dernier ouvrage « Algérie. Citoyenneté impossible ? », (2018) aux éditions Koukou, porte sur les multiples perversions et détournements de la citoyenneté.

lire par la détermination des manifestants à la quête d'une inversion profonde de l'ordre politique dominant.

En s'insurgeant dans l'espace public, munis du drapeau national et celui d'Amazigh (Mebtoul, 2019), les manifestants opposent la question du nationalisme galvaudé, dogmatique et idéologisé par les différents pouvoirs, pour affirmer une autre vision de la Nation qui est celle d'un patriotisme à la fois unitaire qui appartient à tous les Algériens, et pluriel, prenant en considération la diversité des régions dans un respect mutuel entre les algériens. Cette algérianité est centrale. Elle renforce le mouvement social qui acquiert de la crédibilité politique dans la société.

Les manifestants dévoilent de par leurs pratiques et leurs mots d'ordre, « l'agir communicationnel » évoqué par le philosophe allemand Habermas (1981). Il permet de mettre en exergue un patriotisme sincère permettant de renforcer les liens sociaux entre les algériens qui reproduisent les mêmes revendications politiques dans toutes les régions du pays. Une liberté joyeuse des marcheurs, arrachée au pouvoir, a été décisive pour leur permettre de briser le silence et la peur dans l'espace public. Les mots d'ordre sont focalisés sur le refus catégorique du type de fonctionnement du politique à l'origine du pillage de l'argent public. Dans le mouvement des corps des manifestants, il est possible de lire sur leurs visages ou dans le balancement vers le haut de leurs bras, dans la reprise collective des chansons critiques à l'égard du pouvoir, une exigence de dignité. Elle peut être traduite par la quête de respect à l'égard des gens de peu, marginalisés, éjectés à la marge du système politique dominant. L'algérianité, la liberté et la dignité, constituent trois éléments significatifs qui sous-tendent les pratiques et l'imaginaire des manifestants. Ces trois dimensions sont appréhendées ici comme un « rite de passage » (Fellous, 2001) vers la construction de la citoyenneté incontournable pour être reconnus socialement comme des acteurs dans le changement social et politique (Mebtoul, 2018). Les manifestants tentent de se positionner au cœur des transformations politiques de la société. De façon humoristique, les jeunes le disent à leur manière : « *Nous voulons exister politiquement aussi. Vous avez l'air de l'avoir oublié* ». Du statut de sujets obéissants contraints d'intérioriser une gestion politique opaque, « entre soi » dominée par les affinités familiales et régionales, le mouvement social algérien ambitionne explicitement une autre façon d'instituer la société, définition du politique proposée par la politologue anglaise Mouffe (2016), en rupture avec celle « dont l'Etat, qui, par son action multiforme, façonne les marchés du logement, du travail et des titres scolaires, mais aussi la distribution des biens et des services de base, qui, par ce truchement,

gouverne la conversion de l'espace social en espace physique approprié » ( Wacquant, 2007). Les personnes « mobilisent la totalité de leur être » (Lenoir, 2017) pour affirmer le désir de leur citoyenneté, permettant d'observer l'émergence des jeunes étudiants et ceux des quartiers stigmatisés, comme *acteurs centraux* dans ce processus de transformation sociale et politique.

Rappelons un ensemble de préalables épistémologiques pour comprendre du dedans le mouvement social algérien. Nous avons pris le parti de nous orienter résolument vers « une sociologie pour les gens » (Smith, 2018). Celle-ci permet d'être au plus proche de l'expérience sociale des personnes. Plus précisément, il s'agit d'appréhender de façon concrète leurs activités sociales au quotidien, refusant de les réduire pour « *les faire entrer dans des concepts abstraits sans commune mesure avec le vivant. Une telle volonté est arrimée à une position résolument anti- positiviste qui s'apparente à ce que nous pouvons appeler un « réalisme dialogique »* (Malbois, Barthélémy, 2018). Le « réalisme dialogique » permet d'être à l'écoute des acteurs sociaux, de mettre en exergue les sens de leurs propos. Cette perspective compréhensive est dans une logique de tension avec une sociologie conventionnelle en rupture avec le « monde de l'insignifiance » (Lefebvre, 1968), qui est celui de la vie quotidienne des personnes, pour au contraire, « étudier les faits sociaux comme des choses » (Durkheim, 1919). Elle s'interdit d'évoquer la subjectivité des personnes, indissociable *du* politique (Balibar, 2001). La subjectivité des personnes mobilise leur langage ordinaire. Elle leur permet de s'insurger dans l'espace public, de décrire souvent avec fierté la nouvelle dynamique politique dans l'espace familial, de montrer leurs mécontentements à l'égard du pouvoir, d'intérioriser de nouveaux mots résultant de leurs pratiques quotidiennes au cours des manifestations. Les acteurs du mouvement social ont inventé le verbe : « vendredirer » à l'origine du rituel politique hebdomadaire sacralisé qui a lieu chaque vendredi. Il nous semble donc impossible de sous-estimer toute ces interactions nouées chaque vendredi, permettant aux manifestants de se reconnaître, de se respecter, de construire une posture solidaire et fraternelle dans l'espace public. Cette façon de faire est loin d'être résiduelle pour comprendre le sens du mouvement social algérien.

Pour montrer la puissance du mouvement social, nous tenterons de montrer dans un premier temps, l'ancrage du mouvement social dans la société, en référence à une production politique continue, originale et humoristique (slogans, mots d'ordre) qui est en grande partie celle des jeunes. Dans un deuxième temps, Il nous a semblé important de décrypter certains enjeux sociopolitiques au centre de l'appropriation de l'espace

public par les manifestants.

### **La centralité du politique au cœur de la société**

Le terme de mouvement social, («*hirak*») en langue arabe n'est plus de l'ordre de l'extériorité sociale. Il est identifié à une pratique sociale profane normalisée dans la société. Il représente une *centralité politique majeure* initiatrice de débats contradictoires sur les places publiques entre la population et les membres actifs du mouvement social. Ses acteurs réinventent de nouveaux slogans qui impulsent une dynamique sociopolitique horizontale dépourvue de leaders représentatifs, et donc élus et reconnus explicitement, tout en permettant l'émergence d'activistes et de militants qui animent les manifestations. Il s'appuie enfin sur les réseaux sociaux devenant des médiateurs décisifs dans la circulation rapide des informations entre les manifestants. Il contraint les partis politiques d'opposition et certaines associations, à le « suivre », pour tenter de traduire ses multiples revendications politiques, en proposant des projets de réformes politiques diversifiés.

### ***Créativité, originalité et humour des jeunes***

Les jeunes apportent leurs *énergies créatrices* qui résultent de leurs expériences sociales antérieures acquises dans les différents mondes sociaux (université, stades de football, quartiers et réseaux sociaux). Le sens caché de certaines pratiques sociales des jeunes n'a jamais pu être mise en exergue (Mebtoul, 2005) par le pouvoir privilégiant de façon trop cavalière leur infantilisation. Il dévoile pourtant une solidarité et une fraternité mobilisées par les jeunes dans leurs espaces sociaux. Ils n'hésitent pas à s'investir corps et âme, au cours des événements importants (mariage, décès, etc.), en prenant en charge toute l'organisation, n'hésitant pas à bricoler de façon très inventive des formes d'entraide et de répartition des tâches entre eux, pour ne pas perdre la face à l'égard de leurs amis. Il ne s'agit pas d'un communautarisme fermé et d'ordre culturaliste. Les jeunes sont partie prenante de la mondialisation par la médiation des réseaux sociaux et des chaînes de télévision étrangères. En l'absence de toute reconnaissance politique et sociale des différents pouvoirs locaux et nationaux, ils sont conduits à s'identifier affectivement et socialement à leur quartier (Mebtoul, 2018).

En rupture avec les formes de mobilisation classiques produites par les syndicats et les partis politiques, ils portent quotidiennement dans leurs territoires respectifs (stades de football, la rue, le café, etc.) un regard très critique et incisif sur le fonctionnement du système politique actuel. Ils ont été les premiers, notamment les jeunes supporters des stades de football, à inventer de façon originale des chansons radicales qui dévoilent les

injustices sociales et les nombreux privilèges captés de façon violente par la nomenklatura au pouvoir (Correia, 2019). Ces formes de contestations radicales ont une épaisseur historique dans les quartiers stigmatisés par le pouvoir. Elles ont été centrales pour propulser le mouvement social algérien.

Cette action collective massive s'incruste profondément dans l'ensemble des villes algériennes. Elle dévoile bien qu'une société ne peut être sans cesse instrumentalisée. Elle est loin d'être une cruche vide qu'il est possible de « remplir » mécaniquement de connaissances et d'attitudes. Elle peut en effet ressurgir de façon inédite et inattendue dans l'espace public (Balandier, 1985). Ceci permet à ses acteurs d'affirmer politiquement que la dignité de la personne, une quête de respect et de reconnaissance sociale de la personne, ne peut être continuellement méprisée, bafouée ou achetée dans une logique instrumentale par les différents pouvoirs. Écoutons ce slogan des jeunes : « *Ils ont essayé de nous enterrer, mais ils ne savent pas que nous étions des graines* ».

En amont des manifestations, les jeunes des deux sexes assurent avec abnégation et passion le travail invisible de préparation des objets importants qui donnent sens aux marches du mardi et du vendredi (drapeau, banderoles, pancartes, et la production des slogans qui changent au gré de la conjoncture politique). Ces multiples actes créateurs sont déployés par les jeunes déclassés socialement, peu considérés, ou des étudiants conduits de s'inscrire dans une logique d'accommodement au sein d'une université administrée par le pouvoir, impuissante à donner du sens aux savoirs dans une société dominée par la violence de l'argent (Mebtoul, 2018).

L'imaginaire créatif des jeunes ne se limite pas à la fabrication des objets techniques. Il nourrit et impulse un ensemble de réflexions collectives critiques sur le passé, le présent et le futur de la société algérienne. Si une majorité de l'élite sociale et politique est plus dans l'inquiétude du lendemain, s'alarmant des conséquences économiques et sociales résultant en partie du mouvement, social, les jeunes, sont plus dans l'espérance et l'inventivité du politique qui ressurgit dans l'espace public. Ils n'hésitent pas à évoquer l'impératif d'une « nouvelle indépendance politique ». Écoutons cette étudiante : « *C'est une deuxième naissance de l'Algérie contemporaine. La France nous a colonisés durant 132 ans et ce système politique nous a idiotisés et obscurcis depuis vingt ans. Le peuple algérien s'est découvert à nouveau. Il s'est rendu compte qu'il est le maître de cette terre et que sa voix doit être entendue, après une longue période d'effacement et de mutisme* ».

Ils rappellent l'ignorance du pouvoir concernant leurs pratiques quotidiennes dans la société. « *Vous êtes en face d'une génération qui vous connaît très bien, mais que vous ne connaissez pas du tout* ». « *Assez de légitimité historique et de la zaouïa, place à la compétence* ». Le mouvement social donne du sens au retour du refoulé que le pouvoir fort de ses certitudes et de son arrogance, a pensé à tort qu'il n'avait aucune possibilité de ressurgir dans l'espace public dominant. Celui-ci a été toujours contrôlé et interdit par les tenants du système politique, refusant les libertés collectives à la population. (Mebtoul, 2019).

Au-delà de l'immédiateté politique, les jeunes rêvent - articulant leur avenir à celui de la société - à un changement social et politique centré sur la liberté qui est récurrente dans leurs propos. Ils souhaitent être les acteurs d'une « Algérie libre et démocratique », slogan élaboré par eux, pour dire leur refus de vivre dans un système politique autoritaire et patrimonial, qui ne cesse d'instrumentaliser l'histoire, le religieux et la peur des algériens (Mebtoul, 2019). Ils montrent l'importance du mot liberté : « *vivre, c'est être libre* ». Ce désir de construire enfin une existence libre, est interprété de façon très belle, usant de la métaphore pour dire qu'ils ne sont pas prêts de rompre avec les manifestations. « *Je marcherai encore et encore jusqu'à l'aurore pour une Algérie en or* ».

Comprendre le mouvement social mené par les jeunes, permet de noter leur maturité politique qui s'oppose en tout point de vue, au discours du pouvoir qui n'a cessé de mettre l'accent sur leur « indifférence » vis-à-vis du politique. Leurs capacités conjuguent à la fois de l'inventivité et de l'humour dans l'élaboration des mots d'ordre et des slogans. Cette production politique profane dominée par la finesse et l'originalité des propos, aurait mérité une analyse plus approfondie. « *L'Algérie, c'est nous. Partez tous* ». « *Nous sommes l'espoir. Vous êtes le désespoir* ». Les nombreux slogans enregistrés sur des pancartes ou sur de simples feuilles de papier, nous apprennent plus sur le fonctionnement du système politique et les perspectives de changement, qu'une rhétorique répétitive et abstraite des experts politiques reconvertis subitement dans l'opposition politique et fortement médiatisés. Ces ressources cognitives constituent un patrimoine politique important et original produit par les jeunes en souffrance contraints de subir, pendant les vingt ans de règne de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, les multiples interdits politiques dans la société algérienne. Ce patrimoine politique semble vital pour permettre la refondation des institutions fonctionnant au « faire semblant », profondément fragilisées par les différents pouvoirs locaux et nationaux. A l'inverse d'une image passéiste et routinière que certains observateurs ont

voulu attribuer à la « marche », celle-ci est de l'ordre d'un engagement réflexif critique sur l'impératif de se réappropriier l'espace public, qui est de l'ordre du politique dans une logique d'inversion au profit des manifestants.

### ***Les enjeux sociopolitiques liés à l'appropriation de l'espace public***

L'appropriation de l'espace public par les manifestants est une dimension essentielle dans la construction de la citoyenneté entendue comme une lutte pour la reconnaissance sociale et politique des personnes qui arrachent le droit de s'insurger et de revendiquer de façon autonome pour construire autrement le politique (Mebtoul, 2018). La citoyenneté ne « sort » pas du néant. Pour reprendre le propos de Simone de Beauvoir, à propos des femmes, on n'est né citoyenne ou citoyen, on le devient à force de combativité dans un ordre social et politique producteur d'assujettissement et de non-citoyenneté, privilégiant des sujets dépendants et obéissants. Le pouvoir d'ordre n'a pas hésité, à imposer la candidature de Bouteflika au Vème mandat présidentiel. Élément de trop dans cette longue humiliation de la population qui n'en pouvait plus de rester dans un état d'expectative face au mépris du politique qui dure depuis 1962. La force et la puissance du mouvement social est indissociable de l'appropriation de l'espace public. Elle a abouti à des résultats politiques significatifs en faveur de la population.

### ***S'insurger dans l'espace public***

L'appropriation de l'espace public depuis 27 semaines par les manifestants, a produit des résultats significatifs qui marqueront l'histoire politique de l'Algérie post-indépendante. C'est en effet sous la pression du mouvement social que Bouteflika a été contraint de quitter le pouvoir. Le chef d'état major et vice-ministre de la défense, Gaid Salah, par peur de se voir lui-même destituer par le frère du président, Saïd Bouteflika, a usé de la force pour exiger la démission de Bouteflika, le 2 avril 2019. L'arrestation d'un certain nombre d'oligarques et d'acteurs proches du pouvoir, n'aurait jamais pu se réaliser, sans la détermination des manifestants qui n'ont cessé de crier dans l'espace public, leur aversion à leur égard en raison de la dilapidation de l'argent public. Enfin, le pouvoir a subi un échec important, contraint d'annoncer le 2 juin 2019, l'annulation des élections présidentielles prévues le 4 juillet 2019.

L'espace public recouvre une dimension sociopolitique majeure qui le structure et le façonne (Habermas, 1981), nous permettant de lire le rapport de force entre les deux protagonistes. Après six mois de contestation politique, le mouvement social maintient de façon tenace sa présence active dans l'espace public. Il est perçu comme une ressource politique par les

manifestants. S'inscrire et tenter de s'imposer dans un espace public, est une façon de mettre en exergue leurs revendications politiques, de crier collectivement leur refus de l'assujettissement. On est présence d'un splendide mouvement des corps dans l'espace public qu'il est possible de traduire par la quête d'une émancipation politique des manifestants. « *Le corps qui se relâche et brise la glace* », selon la belle expression de Aïcha Kassoul (2018).

L'espace public est un enjeu de luttes face aux multiples détournements et stratagèmes du pouvoir réel représenté ici par la hiérarchie militaire. Celle-ci n'hésite pas s'ingérer de façon autoritaire dans le champ politique, s'inscrivant dans l'injonction caractérisée ici comme un pouvoir d'ordre (« C'est moi qui décide... »). Il consiste à imposer de façon unilatérale et le plus rapidement possible les élections présidentielles considérées comme l'unique alternative pour mettre fin à la crise politique. Dans l'espace public, les manifestants ont la possibilité de répondre à ce diktat à partir d'un mot d'ordre repris de façon identique par les manifestants qui revendiquent dans la majorité des villes d'Algérie. « *Pas d'élections avec le gang* ». Autrement dit, la compréhension de l'intérieur du fonctionnement de l'espace public a une valeur heuristique. Elle permet d'indiquer que la marche du vendredi et du mardi est d'ordre réflexif, en perpétuel mouvement où l'ordre et le désordre s'entremêlent (Balandier, 1988). Ses acteurs reconfigurent de façon dynamique et inventive l'espace public, lieu d'une socialisation politique des manifestants dans leur diversité sociale, s'unissant pour dire librement leur refus du système politique néo-patriarcal.

Dans la société algérienne insuffisamment constituée de contre-pouvoirs crédibles, organisés et autonomes à l'égard du pouvoir, l'appropriation active de l'espace public représente l'unique champ du possible des manifestants, pour construire dans une longue temporalité politique (Marrel, Payre, 2018) la citoyenneté. Celle-ci, loin d'être un statut octroyé par un pouvoir ou toute autre institution, s'impose d'abord par la mise en œuvre de pratiques sociales autonomes des manifestants. Ce sont des façons de faire des personnes, « des arts de faire », pour reprendre l'expression de Michel De Certeau (1990) qui permettent aux manifestants de s'affirmer politiquement, les conduisant à intégrer des collectifs motivés par une solidarité irréprochable. L'appropriation de l'espace public se construit dans la reconnaissance mutuelle entre les manifestants à partir de revendications politiques portées publiquement et collectivement. Le slogan *yetnehaw gaâ* « dégage système », du fait même de sa radicalité mais aussi de sa force symbolique, a été déterminant dans l'engagement des personnes



à adhérer à l'action collective. Certains acteurs du mouvement social démontrent une conscience politique plus incisive et plus précise que l'élite sociale et politique. Écoutons cet athlète sportif âgé de 62 ans : « *Il ne s'agit pas comme le pensent certains, de faire dégager tout le monde, faisant peur, mais le slogan « tous dégagent », vise précisément les hauts responsables politiques qui ont été à l'origine des injustices sociales et de notre humiliation depuis vingt ans* ».

L'espace public peut être défini comme un « laboratoire » qui se donne à lire comme une prodigieuse dynamique sociopolitique vertueuse et réinventée de façon plurielle chaque vendredi et mardi, permettant un apprentissage collectif entre manifestants, de ce que recouvre la notion de citoyenneté. « Il n'y a de citoyenneté qu'active associant les deux pôles du rapport à soi (ce que la tradition antique appelait la « vertu » du citoyen, ce que Gunsteren appelle sa « compétence ») et du rapport aux autres (coopération, reconnaissance, solidarité) » (Balibar, 2011). Les pratiques sociales des manifestants se déploient dans un espace public caractérisé comme un lieu de confrontation politique qui peut prendre des formes pacifiques et violentes, entre d'une part, le pouvoir qui ne cesse de l'encadrer, de le contrôler, d'user de tous les moyens appartenant à la collectivité (argent, médias, forces de police, etc.) pour reproduire son autorité de fait, et d'autre part les tentatives de réappropriation des manifestants qui s'opposent frontalement au système politique actuel. Celui-ci est dominé par la force, la ruse, la production politique de la stagnation collective et les multiples instrumentalisation de l'histoire, du religieux et de la peur (Mebtoul, 2019), qui lui ont permis d'avoir la mainmise sur l'espace public depuis 57 ans.

### ***L'espace public : un lieu de confrontation***

Il importe de décrire les violences physiques et symboliques au cœur de l'affrontement pouvoir-manifestants, pour mieux comprendre les enjeux décisifs qui se cristallisent dans cette opposition de plus en plus visible et tendue, se cristallisant dans ce double terme : appropriation-interdiction de l'espace public. Ce n'est pas un hasard si c'est à la Grande Poste d'Alger, « édifice néomauresque emblématique de la capitale, que la foule entonne *La Casa del Mouradia*, Hymne de contestation dès le vendredi 22 février 2019, date de la première marche pacifique contre le régime » (Correia, 2019). Il va devenir le lieu le plus prisé des manifestants d'Alger. Il a permis la constitution de collectifs diversifiés, engagés quotidiennement dans des débats publics sur les événements politiques actuels. La liberté de parole des manifestants, à l'origine de leur ingéniosité à produire de la dérision politique qui a une longue tradition en Algérie, depuis les blagues

sur l'ancien président Chadli, durant les années 1980. L'élaboration de slogans profondément novateurs, leur visibilité sociale dans le monde, leur impact profond dans la société, autant d'éléments importants qui ne pouvaient que fragiliser le pouvoir. L'un des enjeux décisifs au centre de l'appropriation tenace et sur une longue durée de l'espace public par les manifestants, est précisément dans la prise de conscience politique de leur force collective qui se présente comme une totalité impressionnante mettant en valeur l'enthousiasme des jeunes convaincus de la justesse leur combat pour prendre leur destinée en main.

Dans son ouvrage, « Nature du totalitarisme », Hannah Arendt (1990) met en évidence « cette dualité de l'être humain comme indifférent de tous les autres dans la vie privée et comme citoyen égal à tous les autres dans la vie publique » (cité par Dominique Rousseau, 2019). Dès lors, La Grande Poste mais aussi d'autres espaces publics « habités » temporairement par les marcheurs, vont apparaître comme des lieux dangereux pour le pouvoir qui va progressivement « s'installer » dans une crispation sécuritaire ; d'où la tentative autoritaire pour maîtriser les zones d'incertitude (multiplication de barrages pour interdire la libre circulation des personnes vivant en Algérie, répression, humiliations multiples, fouilles systématiques, arrestations, etc.). Le régime politique autoritaire, fonctionnant en surplomb de la société, n'a jamais accepté ce qu'il a toujours appelé fausement « l'anarchie », « les fauteurs de troubles », « les complots », lui préférant des termes qui vont dans le sens de la reproduction à l'identique du politique : l'ordre, la sécurité, la stabilité, pour nier toute dynamique conflictuelle pourtant centrale dans une optique de changement social et politique. Ce que les acteurs institutionnels nomment fièrement la « stabilité » de la société algérienne, qui est de l'ordre de l'illusion, une société est toujours en mouvement, apparaît davantage comme une construction idéologique qui permet de cacher les tensions, les conflits permanents au quotidien dans les différents espaces sociaux (Mebtoul, 2008).

Ne pouvant admettre de façon explicite ce souffle relationnel puissant, joyeux au cœur du mouvement social, le pouvoir n'hésite pas faire valoir « subitement » les risques d'un écroulement des escaliers de la Grande Poste. Cet espace public est donc repris brutalement aux manifestants. Les forces antiémeutes munies de casques, de boucliers et de gourdins, encerclent l'enceinte de la Grande-Poste. Le forcing du pouvoir se manifeste dès lors par la fermeture de certains espaces publics importants. Ils sont en effet des lieux caractérisés par la domination des différents pouvoirs qui se sont succédé en Algérie depuis la colonisation.

Le centre de la ville n'est pas un espace neutre. Il a toujours été approprié par les dominants (Tunnel de la faculté d'Alger, la Grande Poste, le palais du gouvernement, la présidence El Mouradia, etc.), éjectant à la marge « les classes dangereuses » et en particulier les *zawali*, les jeunes des quartiers stigmatisés qui ont su donner avec courage le ton de la contestation politique dans l'espace public.

Observons les multiples violences au quotidien qui prennent corps dans l'espace public au cours des marches du mardi et du vendredi. Des étudiants ont été au cours de leur marche du mardi dernier, frappés violemment par la police. On peut rappeler l'image sociale dévoilant un étudiant dont la gorge a été brutalement prise d'assaut par le policier. Le refus politique de la citoyenneté s'exprime par la limitation du déplacement des manifestants, se voyant refoulés comme des moins que rien dans leur région d'origine, le contrôle et le retrait par la force de tout objet étiqueté arbitrairement de « suspect » par le pouvoir ne supportant plus sa remise en question de façon civique, pacifique et libre : drapeau, pancartes mentionnant des slogans originaux qui décodent de façon acerbe les discours du pouvoir, les arrestations brutales et illégales des manifestants les laissant croupir de façon inhumaine pendant des heures dans des commissariats.

### ***Epilogue***

Les violences du politique montrent bien que le pouvoir réel, celui de la hiérarchie militaire n'abdiquera pas de sitôt face à la puissance du mouvement social algérien. Il lui semble donc important de produire de la tension dans l'espace public pour s'opposer à l'émergence de la citoyenneté, enjeu central aujourd'hui, devant permettre au mouvement social de devenir une force collective organisée. Pour s'opposer à toute émergence de la citoyenneté, les détenteurs du pouvoir fuient dans une sorte de représentation tronquée, artificielle, rapide, dont l'objet est de mettre fin au mouvement social, en privilégiant l'électeur au détriment du citoyen (Rousseau, 2019). A l'inverse, il semble que l'appropriation active et continue de l'espace public, représente l'enjeu majeur devant permettre aux manifestants d'arracher les libertés publiques et individuelles indissociables d'un régime de citoyenneté en Algérie.

## Références bibliographiques

- Arrendt., 1990, *Nature du totalitarisme*, Paris, Payot.
- Balandier G., 1988, *Le désordre. Eloge du mouvement*, Paris, Fayard.
- Balandier G., 1985, *Détour, pouvoir et modernité*, Paris, Fayard.
- Balibar., 2011, *Citoyen Sujet et autres essais d'anthropologie philosophique*, Paris, PUF.
- Balibar E., 2001, *Nous les citoyens d'Europe ? Les frontières, l'Etat et le Peuple*, Paris, La découverte.
- Correia M., 2019, « Une longue tradition de contestation. En Algérie, les stades contre le pouvoir », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.
- De Certeau M., 1990, *L'invention du quotidien, Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Durkheim E., 1959, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Librairie Félix Alcan.
- Fellous M., 2001, *A la recherche de nouveaux rites : rites de passage et modernité avancée*, Paris, L'Harmattan.
- Habermas J. , 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 1, Paris, Fayard.
- Kassoul A., 2018, *La colombe de Kant*, Alger, Casbah.
- Lefebvre H., 1968, *La vie quotidienne dan le monde moderne*, Paris, Gallimard.
- Lenoir F., 2017, *Le miracle Spinopza*, Paris, Fayard.
- Malbois F., Barthélémy M., 2018, « Préface : De l'expérience au texte. Une sociologie de l'organisation locale et extra-locale de l'action », in : Smith D., *L'ethnographie institutionnelle. Une sociologie pour les gens*, *Economica*, 5-52.
- Mouffe C., 2016, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.
- Marrel G., Payre R., 2018, (sous la direction), *Temporalité (s) politique (s). Le temps de l'action politique collective*, Paris, Deboeck Supérieur.
- Mebtoul M., 2019, « L'appropriation du drapeau national, au cœur du

- mouvement social algérien », *Revue Multitudes*, 2, 7-12.
- Mebtoul M., 2019, « En Algérie, on se lève aussi pour la dignité », *Journal des anthropologues*, 13-20.
- Mebtoul M., 2018, *ALGERIE. La citoyenneté impossible ?* Alger, Koukou.
- Mebtoul Mohamed, 2008, *Une vie quotidienne sous tension*, Oran, GRAS.
- Mebtoul M, 2005,(eds.), « Récits de vie des jeunes : études, chômage, famille, santé et sexualité », Oran, GRAS.
- Rousseau D., 2019, « Rénover la démocratie », *Revue des Sciences Humaines*, n°24, mai-juin, 8-11.
- Smith D, 2018, *L'ethnographie institutionnelle, Une sociologie pour les gens*, Paris, Economica.
- Wacquant L., 2007, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte.